

BIKINDI Amélie.
PRUNIAUD Kelly.
TD Droit de l'Union Européenne.

L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPEENNE

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION : PRESENTATION DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPEENNE :

Un outil de la démocratie européenne.....

LA PROCEDURE DE L'INITIATIVE :

Le comité des citoyens.....

La collecte.....

L'enregistrement.....

La présentation a la Commission Européenne.....

L'initiative rédigée.....



PRESENTATION DE L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPEENNE

Un outil de la démocratie européenne

Le traité de Lisbonne du 1er décembre 2009 prévoit en son l'article 11 un nouvel outil pour la démocratie européenne, c'est l'apparition de « l'initiative citoyenne » opérationnelle depuis le 1er avril 2012, octroyant aux citoyens européennes la possibilité de demander à la Commission européenne de faire une proposition législative dans certains domaines.

Outre la possibilité pour les citoyens d'envoyer des pétitions au Parlement européen, l'initiative citoyenne va plus loin puisqu'elle crée un véritable droit à l'égard du citoyen, droit susceptible de déboucher sur quelque chose de concret contrairement aux pétitions qui n'ont pas de réel impact juridique.

Au départ, pour que cette initiative ait une chance d'aboutir, un comité de sept citoyens de sept États membres de l'Union européenne, émettent une proposition à la Commission européenne qui dispose d'un délai de deux mois pour vérifier que la proposition est bien de la compétence de l'Union européenne, qu'elle ne comporte pas de propos injurieux, et qu'elle ne va pas à l'encontre des valeurs défendues par l'Union européenne.

Si la Commission accepte la proposition, les sept citoyens ont un an pour obtenir un million de signatures, et à l'issue de cette année le projet pourra être présenté devant le Parlement européen.

La principale critique sur cette procédure consiste en la possibilité que détient la Commission de refuser la proposition ce qui bloquerai l'initiative citoyenne et qui remet en cause quelque part la légitimité démocratique.

L'initiative citoyenne étant désormais inscrite dans un traité, une opinion européenne peut enfin se construire renforçant le sentiment de tous les citoyens d'appartenir à l'Union européenne.

Cependant avant d'arriver à l'étape finale de la présentation de l'initiative, celle-ci doit suivre une procédure bien précise.

LA PROCEDURE DE L'INITIATIVE CITOYENNE AVANT SON ENREGISTREMENT

➤ La formation et la nécessité d'un comité de citoyens :

L'organisateur officiel de l'initiative soit le comité suscité, doit être composé de sept citoyens de l'Union Européenne, résidant dans au moins 7 États membres différents, et posséder la nationalité d'un des États membres de l'Union Européenne.

Ces derniers doivent également avoir atteint l'âge de la majorité électorale pour voter au Parlement européen.

Au sein de ce comité, un représentant et un suppléant sont chargés d'assurer la liaison entre ce comité et la Commission européenne durant toute la procédure de l'initiative.

Toutefois une initiative requiert quelques conditions de base supplémentaires.

En effet, les citoyens à l'origine de l'initiative doivent s'assurer que leur idée n'a pas un meilleur moyen d'aboutir autrement que par une initiative.

Pour être sûr que cette idée peut faire l'objet d'une initiative citoyenne, les organisateurs doivent s'en renseigner, notamment sur le site de la Commission européenne afin de prendre connaissance de ses domaines d'habilitation.

De plus, il faut savoir que les membres du Parlement européen ne peuvent être partie à ce comité.

➤ L'enregistrement de l'initiative sur le site officiel de l'Union Européenne :

Les organisateurs doivent faire part de quelques renseignements nécessaires à l'enregistrement de cette initiative, tels que:

- La dénomination de la proposition d'initiative citoyenne (100 caractères).
- L'objet de celle-ci (200 caractères).
- Les objectifs et les buts de cette proposition (500 caractères).
- Les visas des traités utilisés comme support du sujet de l'initiative.
- Les informations personnelles des 7 membres du comité, avec les adresses électronique du représentant et du suppléant.
- Les sources financières qui doivent être mentionnées au jour de l'enregistrement.

Une fois ces informations renseignées, la Commission enregistrera alors la proposition d'initiative dans les 2 mois suivant la demande, sous réserve de certaines conditions:

- Le comité de citoyen doit avoir été correctement formé.
- La demande d'initiative s'inscrit bien dans un domaine où la Commission est habilitée à agir.
- La demande d'initiative ne va pas à l'encontre des valeurs de l'Union européenne.
- L'initiative ne contient pas de propos injurieux.

Une fois l'enregistrement officiel fait, l'initiative est publiée sur le site de l'Union européenne.

Le représentant et le suppléant ont accès à un compte sécurisé qui leur fournit des informations sur

le reste de la procédure à suivre et qui leur permet de gérer les données transmises à la Commission européenne concernant leur demande d'initiative.

Les organisateurs ont la possibilité de traduire l'initiative ou du moins ses points importants dans d'autres langues officielles de l'Union européenne que celle utilisée pour la demande, c'est la Commission qui publie la traduction si aucune erreur n'est relevée.

Pendant toute la durée de la procédure, les organisateurs doivent informer la Commission des sources de financement nouvelles.

Seules les propositions d'initiatives qui respectent les modalités de l'article 4, paragraphe 2, du règlement relatif à l'initiative citoyenne indiqué sur le site de l'Union Européenne, sont enregistrées.

➤ *La formalité de la collecte en ligne :*

Cette étape n'intervient que si les organisateurs ont pour objectif de recevoir des soutiens par voie électronique.

Dans ce cas plusieurs conditions techniques et relative à la sécurité doivent être réunies:

- la déclaration de soutien en ligne doit être émise par une personne physique.
- La déclaration en ligne fait l'objet d'une protection, une sécurisation drastique pour éviter toute possibilité de modification, destruction, altération, divulgation...
- Un contrôle mis en place par le règlement, précise les modalités de contrôle vis à vis des déclarations de soutien en ligne.

Par la suite, les organisateurs doivent faire certifier leur système de collecte en ligne par une autorité nationale avant de commencer à recueillir des déclarations de soutien par voie électronique.

Les autorités précitées ont un délai d'un mois pour répondre et si elles octroient ledit certificat, alors dans ce cas, les organisateurs doivent publier une copie sur leur site internet.

➤ *La collecte des déclarations de soutien par voie électronique ou sur papier :*

Les organisateurs ont 1 an pour recueillir le nombre de déclarations qui doivent être au nombre de 1 million au total sachant qu'il y a un certain taux requis pour chaque État membre en fonction de son poids au sein de l'Union Européenne.

Concernant les formulaires de déclaration de soutien sur la proposition d'initiative, les informations citées doivent être rédigées dans la même langue que l'initiative.

Les signataires doivent être des citoyens de l'Union Européenne et doivent, pour signer cette initiative, avoir atteint l'âge électoral pour voter au Parlement européen.

➤ *La certification des déclarations par les autorités compétentes :*

les autorités nationales certifient ensuite le nombre des déclarations de soutien.

Les organisateurs demandent cette certification séparément et une seule fois pour chaque État membre.

Ces déclarations peuvent être envoyées sous forme de papier ou par voie électronique.

Les autorités nationales ont ensuite 3 mois pour certifier le nombre de déclarations de soutien valable et pour décider de cette validité, elles vont être amenées à opérer diverses contrôles comme le sondage.

➤ *Présentation de l'initiative à la Commission :*

Une fois que le certificat des autorités nationales atteste bien du nombre de signatures requises, les organisateurs peuvent à ce moment, faire part de leur initiative à la Commission avec les informations de soutien et de financement pour leur demande.

➤ *Présentation finale de l'initiative et décision de la Commission :*

Dans les 3 mois suivant la présentation de l'initiative, les organisateurs présentent leur initiative devant la Commission, puis en audience publique devant le Parlement européen et ensuite la Commission fera part de sa réponse officielle en exposant, le cas échéant, l'action qu'elle propose en réponse à l'initiative et motivera sa décision; sauf si elle n'émet qu'un avis préliminaire avant de prendre sa décision finale.

Cette décision est prise par le collège des commissaires, et publiée dans toutes les langues officielles de l'Union Européenne.

Si la Commission décide donc de présenter la proposition, la procédure législative commence, et sera soumise au législateur et entrera en vigueur après son adoption.